



Cinq ans d'action !



PLATFORMA

La voix européenne des Autorités **Locales**
et **Régionales** pour le développement

Édito

Le projet européen a été l'un des moteurs principaux de l'action internationale des gouvernements locaux et régionaux d'Europe pendant de nombreuses années. Ils ne s'en sont jamais détournés mais leurs ambitions ont évolué au rythme des bouleversements géopolitiques qui ont façonné le monde.

« Des partenariats qui améliorent la délivrance des services essentiels, au plus près des citoyens. »

Conscients de leurs responsabilités dans la lutte contre les inégalités à l'échelle globale, les élus locaux et régionaux d'Europe sensibilisent leurs concitoyens aux enjeux du développement et poussent leurs collectivités à s'engager dans des partenariats de coopération, avec leurs homologues de tous les continents.

De ces coopérations naissent de nouveaux plans d'urbanisation, de meilleurs systèmes de traitement de l'eau, des services hospitaliers plus efficaces. Souvent bien plus que des projets, ce sont des valeurs et une conception commune de l'action publique et de la gouvernance qui constituent le cœur de ces partenariats.

Car en tant que décideurs pour le niveau local et régional, nous constatons chaque jour que les besoins des citoyens trouvent des réponses mieux adaptées quand celles-ci sont apportées par les élus de terrain, au plus près des populations.

« Une détermination toujours plus forte dans la poursuite des Objectifs du millénaire pour le développement. »

C'est cette vision qui a motivé les collectivités territoriales à s'associer aux Objectifs du millénaire pour le développement aux côtés des Nations unies et de l'Union européenne, et qui animera notre détermination dans la poursuite de nouveaux objectifs de développement durables après 2015.

**« Une voix unique
pour porter notre
vision et nos
engagements auprès
des institutions
européennes. »**



Encouragées par une meilleure reconnaissance de notre action, guidées par le besoin impérieux de faire davantage et mieux, nos coopérations se professionnalisent et nous décuplons nos efforts de coordination.

C'est cet esprit qui a prévalu lors de la création de PLATFORMA, la plateforme européenne des collectivités territoriales et de leurs associations actives dans le développement.

Depuis 2008, à travers PLATFORMA, nous avons porté la voix des autorités locales et régionales européennes afin que l'UE soutienne la coopération décentralisée et accompagne le développement d'institutions locales démocratiquement élues dans les pays partenaires.

Nous avons souhaité résumer dans cette plaquette le travail accompli depuis le lancement du réseau, et présenter des exemples de coopérations qui reflètent la diversité et l'impact des coopérations des collectivités et de leurs associations.

Nous espérons ainsi contribuer à renforcer encore l'engagement des collectivités territoriales européennes pour le développement et apporter un éclairage sur l'action de PLATFORMA !

Pierre Schapira

Maire adjoint de la Ville de Paris
Charge des relations
internationales, des affaires
européennes et de la
Francophonie
Porte parole de PLATFORMA

Carles Llorens

Directeur général de
la coopération pour
le développement
Région Catalogne
Porte parole de PLATFORMA

Pourquoi PLATFORMA ?



En 2007, le Parlement et la Commission européenne reconnaissent le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans le développement. Le Parlement, par l'adoption du rapport de Pierre Schapira sur les collectivités locales et la coopération pour le développement, la Commission, par le lancement du programme Acteurs non étatiques – Autorités locales (ANE-AL).

Les grandes associations européennes, internationales et nationales de collectivités ont dès lors décidé de se regrouper au sein d'un réseau unique, afin d'influencer la politique européenne de développement d'une seule voix.

Depuis 2008, PLATFORMA porte cette voix auprès des institutions de l'Union européenne (UE).

PLATFORMA est financé par la Commission européenne, via le programme Acteurs non étatiques – Autorités locales.

« Dans un domaine caractérisé par une forte mobilisation des organisations de la société civile, nous souhaitons faire évoluer la vision des institutions européennes afin que les politiques de développement s'appuient davantage sur l'expertise des collectivités. »

Wolfgang Schuster,

ancien maire de Stuttgart, Président du Conseil des Communes et des Régions d'Europe qui accueille le Secrétariat de PLATFORMA.

Nos objectifs, nos résultats

1. Porter un message commun auprès des institutions européennes

PLATFORMA mobilise l'expertise de ses réseaux membres et fait avancer la réflexion européenne sur les principaux enjeux du développement. Plus d'une quinzaine de positions ont ainsi été formulées pour éclairer les débats des institutions.

De mars 2010 à mai 2011, PLATFORMA s'illustre comme un des protagonistes du dialogue structuré entre les institutions européennes, les organisations de la société civile (OSC) et les autorités locales et régionales (ALR). C'est la première fois que les institutions engagent un dialogue avec les ALR sur leurs rôles dans la coopération pour le développement. Cette réflexion aboutit à une nouvelle stratégie européenne baptisée *Un programme pour le changement*, dans laquelle l'UE appelle à renforcer le partenariat avec les autorités locales et régionales.

En 2012, PLATFORMA travaille avec les parlementaires européens sur les orientations budgétaires pour la période 2014-2020. Le réseau cherche à consolider le soutien du Parlement à l'action internationale des collectivités, et au développement de la démocratie locale dans les pays partenaires.

2. « Renforcer la participation des collectivités aux programmes de développement »

PLATFORMA conduit un travail d'information auprès des collectivités sur le programme ANE-AL et travaille avec la Commission pour en améliorer les conditions d'accès.

En 2009, interpellée par PLATFORMA, la Commission européenne modifie les appels à proposition du programme. Les nouvelles modalités établissent des conditions plus favorables aux candidatures de collectivités territoriales.

En cinq ans, de Francfort à Saragosse en passant par Bergen ou encore Turin, PLATFORMA a déjà sensibilisé plus de 750 élus et agents territoriaux aux programmes de coopération et aux opportunités de financement européen.

3. « Faciliter l'échange d'expérience »

PLATFORMA, à travers l'organisation d'une dizaine de conférences et d'ateliers qui ont réuni plus de 900 personnes, a permis à de nombreux élus locaux et régionaux de tisser de nouveaux liens et de partager les enseignements tirés de leurs coopérations.

En mars 2010, à Bucarest, une centaine de participants vient débattre des approches de coopération et du rôle des collectivités dans l'éducation au développement, dans les États membres depuis 2004.

4. « Renforcer les interactions avec la société civile »

PLATFORMA entretient des échanges réguliers avec les plateformes de la société civile pour accroître les convergences sur les questions importantes.

En avril 2012, les partenariats OSC-ALR sont au cœur des débats du Forum annuel de PLATFORMA. Des représentants d'ONG, de fondations et de réseaux de migrants viennent dialoguer avec les élus de la complémentarité des actions de chacun des acteurs.

Un interlocuteur crédible, représentant légitime des ALR européennes

En cinq années, PLATFORMA s'est démarqué comme un interlocuteur crédible pour la Commission européenne et un représentant légitime pour les gouvernements locaux et régionaux, capable de réunir un réseau important d'élus issus de tous les niveaux de gouvernements infranationaux, en Europe et dans les pays partenaires.

En 2011, le Commissaire pour le développement s'engage à redéfinir la stratégie européenne d'appui aux autorités locales et régionales des pays partenaires. Quelques mois plus tard, PLATFORMA et ses membres pilotent une consultation de quatre mois, qui mobilisent 350 élus et experts de la coopération de tous les continents autour de la future stratégie.

Jusqu'en 2015, PLATFORMA est sollicité par la Commission pour poursuivre l'expérience du dialogue structuré directement avec les gouvernements locaux et régionaux des pays en développement. PLATFORMA s'engage ainsi aux côtés de ses réseaux mondiaux pour créer davantage de synergie entre les besoins des collectivités territoriales des pays partenaires et la politique de développement définie à Bruxelles.



L'action des gouvernements locaux et régionaux pour le développement : la preuve par l'exemple.

Ville de Ouagadougou,
via le programme
Acteurs non étatiques
– Autorités locales

**Le développement
pour les citoyens,
par les citoyens.**



Comme la plupart des anciens quartiers de Ouagadougou (Burkina Faso), les quartiers de Gounghin se caractérisent par la vétusté des infrastructures publiques; salles de classe délabrées, centres de soins ne permettant pas l'accueil des patients dans des conditions satisfaisantes, rues mal éclairées etc.

C'est également une zone d'activité commerciale intense. Les vendeurs disposent fruits et légumes à même le sol et occupent les abords de la route, causant de nombreux accidents.

La ville de Ouagadougou a sollicité des financements européens, via le programme Acteurs non étatiques – Autorités locales (ANE-AL), pour mettre en place un projet qui place les citoyens au cœur de la réhabilitation et du développement de leurs quartiers.

La ville a travaillé avec le Conseil unifié des quartiers de Gounghin, structure qui regroupe des associations locales. Le Conseil a ainsi identifié et participé à la construction d'un marché, à la réhabilitation de quatre centres de soin et de six écoles primaires, et à l'aménagement de deux espaces verts. En outre l'éclairage de douze rues a permis de renforcer la sécurité des personnes.

Pour assurer une meilleure appropriation des équipements mis à disposition des citoyens, la ville de Ouagadougou a délégué la gestion des infrastructures au Conseil unifié des quartiers.

Ainsi, en renforçant la concertation entre les élus locaux et leurs concitoyens, cette approche a permis une amélioration durable des conditions de vie des 50 000 habitants de Gounghin.

Ce projet est un des premiers projets ANE-AL portés par une autorité locale du Sud.

Sources : ville de Ouagadougou et Association internationale des maires francophones

Turin, Tours, Bilbao et Riga / Slow Food

via le programme
Acteurs non
étatiques –
Autorités locales

**Promouvoir
des modes de
production et de
consommation
responsables.**

Slow Food est une association qui, à la base, réunit producteurs, distributeurs et consommateurs autour d'une philosophie qui place la qualité des produits au centre de notre rapport à l'alimentation. De cette philosophie est né un modèle de coopération; promouvoir des modes de production et de consommation qui lient développement socio-économique des communautés locales, respect des traditions et protection des écosystèmes.

Le projet 4Cities4Dev associe quatre villes européennes à sept communautés de la nourriture Slow Food (un groupe de personnes qui opère dans le secteur agro-alimentaire sur un territoire précis).

Turin (Italie), chef de file du projet, Tours (France), Bilbao (Espagne) et Riga (Lettonie) soutiennent des communautés à Madagascar, au Sénégal, au Kenya, au Mali, en Mauritanie, en Ethiopie et en Côte d'Ivoire pour protéger des modes de production et des produits locaux.

Les quatre partenaires européens entendent, par la même occasion, sensibiliser leurs concitoyens sur les conséquences de leurs choix alimentaires sur les équilibres écologiques et économiques du monde.

En outre 4Cities4Dev permet à Slow Food d'évaluer l'efficacité de son modèle de coopération grâce au soutien d'une équipe de chercheurs de l'Université de Turin.

Source: ville de Turin

Programme « Acteurs non étatiques – Autorités locales »

Depuis 2007, 480 projets portés par des autorités locales et régionales européennes et des pays partenaires ont été financés grâce au programme.

À travers ANE-AL, la Commission européenne a ainsi cofinancé des actions de développement des gouvernements locaux et régionaux à hauteur de 171,7 millions d'euro.

Edegem / San Jeronimo

**Renforcer les
capacités d'un
gouvernement
local pour mettre
en place les
conditions d'un
développement
durable.**

San Jeronimo est une commune de la Cordillère des Andes localisée à une dizaine de kilomètres de Cuzco, au Pérou. Edegem est une petite ville située en périphérie d'Anvers, en Belgique.

En 2004 elles ont signé un accord de partenariat. L'accord prévoyait un appui à l'administration locale de la ville péruvienne dans les domaines de l'eau, de la santé et de la culture. Très rapidement la commune a sollicité le soutien de son partenaire européen dans d'autres secteurs.

Une approche qui repose sur des liens humains

Le succès de cette coopération repose sur la relation qui lie les agents territoriaux d'Edegem et de San Jeronimo. Les deux équipes ont des échanges chaque semaine et se retrouvent régulièrement à l'occasion de visites d'étude, de stages d'observation et de formations. Les services d'Edegem mettent à disposition leur expertise et renforcent les capacités de leurs collègues péruviens afin que ceux-ci puissent mettre en place leurs projets de manière autonome.

Un enrichissement mutuel

Ce partenariat est une porte d'entrée sur le monde pour la communauté d'Edegem. Une fois par an, les habitants de San Jeronimo se rassemblent pour le linderaje, terme qui signifie littéralement « à la frontière », et marchent à la lisière de leur ville pour célébrer le territoire qui les unit.

Edegem s'est inspirée de cette tradition et organise annuellement un linderaje à travers son territoire. Cette marche qui connaît un grand succès permet de sensibiliser une nouvelle population aux enjeux de la coopération et du développement.

Vinocanchón, centre névralgique de l'économie locale

Chaque jour plus de 1 400 commerçants étalent leur marchandise sur le marché de Vinocanchón qui constitue le moteur de l'économie locale.

Ces dernières années le marché a connu une croissance galopante que la municipalité de San Jeronimo n'a pas su anticiper. La dégradation du marché, notamment l'abondance de déchets, faisait craindre à terme des problèmes économiques, sociaux et environnementaux.

Antérieurement, une ONG avait travaillé sur la modernisation des infrastructures et l'amélioration des conditions d'hygiène mais faute de capacité, l'administration locale n'a pas été en mesure de poursuivre ces initiatives.

Edegem a donc accompagné San Jeronimo dans la mise en place d'une nouvelle structure, au sein de l'administration municipale, pour gérer le marché. Une fois la structure créée les deux partenaires ont défini un plan de gestion et des activités pour améliorer les conditions d'hygiène.

Suite à une visite d'étude à Edegem, le personnel de San Jeronimo a mis en place une plateforme de compostage des déchets organiques. La municipalité a installé des bacs de couleur et sensibilisé les marchands au tri des déchets.

Ainsi, trois tonnes de déchets organiques, triées et collectées au marché, sont quotidiennement traitées à la plateforme municipale. Le compost produit est utilisé pour l'entretien des parcs de la commune.

Suite à cette expérience concluante la municipalité a étendu son plan à toute la ville et a créé un service municipal pour en assurer la mise en œuvre et pour traiter les questions environnementales.

Source: Association des villes et communes de Flandre



Burundi / Pays de la Loire

Favoriser la
synergie entre
les acteurs du
territoire pour
décupler l'impact
des actions.

Situé dans la région des « Grands Lacs » le Burundi compte plus 9 de millions d'habitants répartis sur un territoire vaste de 28 000 km², soit un peu moins grand que la Région des Pays de la Loire en France (32 000 km²).

Suite à la guerre civile qui a dévasté le pays entre 1993 et 2005, la Région Pays de la Loire s'est engagée à accompagner le Burundi sur la voie de la réconciliation et de la démocratie.

Un partenariat multi-niveaux

Ce partenariat atypique, puisqu'il lie une collectivité à un État, dégage des priorités d'action sur plusieurs années, dans de nombreux secteurs. La Région entend ainsi appuyer le gouvernement dans la mise en place de politiques publiques et le développement de services de proximités.

Le partenariat entre les Pays de la Loire et le Burundi joue également un rôle de levier auprès des bailleurs de fonds et des partenaires internationaux, au premier des rangs desquels le Ministère des affaires étrangères et européennes français, qui soutient cette coopération.

Un partenariat multi-acteurs

ONG, établissements d'enseignement supérieur et universitaire, collectivités locales, chambres de commerce, associations, autant de ligériens et de burundais, travaillent ensemble à la mise en œuvre d'une quarantaine de projets. À travers son Bureau de représentation à Bujumbura, la Région joue un rôle essentiel pour appuyer l'État dans l'identification, la mobilisation et la coordination des cents partenaires impliqués dans cette coopération.

Accroître la sécurité alimentaire à travers le renforcement de la filière pêche

L'économie du Burundi repose essentiellement sur les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche qui emploient plus de 94 % de la main d'œuvre nationale. Cependant les besoins alimentaires de la population sont loin d'être satisfaits.

La pêche, qui se pratique sur le lac Tanganyika, fait vivre plus de 100 000 personnes. Seulement l'absence de système de conservation du poisson après capture contraint les pêcheurs à vendre à perte et entraîne la diminution des qualités nutritives du poisson.

À la demande du gouvernement, la Région a donc travaillé avec le Département des Eaux, Pêches et Piscicultures du Ministère de l'Environnement (DEPP) pour renforcer la filière pêche.

La mise en place d'une machine à produire de la glace et la création de caisses isothermes en matériaux locaux, ainsi que la construction de trois bâtiments de stockage et de quatre poissonneries ont permis une amélioration considérable de la chaîne de distribution du poisson.

Appuyé par la chambre d'agriculture des Pays de la Loire, un consortium qui regroupe les associations de pêcheurs, de fournisseurs et de commerçants et le DEPP, a piloté le projet.

Le DEPP a joué un rôle essentiel dans la formation et la sensibilisation des associations de pêcheurs et commerçants aux bonnes pratiques d'hygiène, de conservation du poisson et à la gestion de poissonnerie.

Le projet a ainsi permis l'approvisionnement de tout le pays en poisson frais de bonne qualité, l'amélioration des revenus de la pêche et la professionnalisation de la filière de vente de poisson.

Source: Région Pays de la Loire



Reconstruction en Haïti

**Cinq partenaires se
coordonnent pour
donner aux autorités
locales la maîtrise
du développement
de leur territoire.**

Suite au séisme qui a dévasté une partie du pays, le Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales (MICT) et plusieurs représentants locaux haïtiens ont sollicité l'appui de la communauté internationale pour la reconstruction de la région des Palmes.

Depuis 2010 VNG International (l'agence de coopération internationale de l'Association des municipalités néerlandaises), Cités Unies France (CUF), la Fédération canadienne des municipalités (FCM), l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et la ville de Montréal travaillent ensemble avec les collectivités territoriales de cette région sur plusieurs projets.

L'objectif est de permettre aux collectivités de (re)devenir les catalyseurs du développement économique de leur territoire, en restaurant leur fonctionnement institutionnel et les capacités techniques de l'administration.

Les partenaires canadiens se consacrent aux questions liées à l'aménagement du territoire et à restaurer les capacités de maîtrise d'ouvrage. CUF et VNG International travaillent sur le renforcement des capacités dans la délivrance des services essentiels. Les partenaires travaillent également sur la gouvernance, à travers l'amélioration de la transparence et du dialogue avec la population.

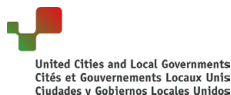
Les cinq partenaires agissent en concertation avec le MICT, afin que les expériences puissent bénéficier à d'autres collectivités haïtiennes.

Ainsi renforcées, les collectivités pourront accomplir leur mission vis-à-vis des citoyens, retrouveront leur rôle d'interlocuteur avec le gouvernement central et leur aptitude à coordonner les nombreuses ONG qui développent des projets sur leur territoire.

Sources: Cités Unies France, VNG International et la Fédération canadienne des municipalités

PLATFORMA est composé de 24 membres :

des réseaux européens et internationaux,
des associations nationales de collectivités territoriales et
des villes et régions activement engagées dans la coopération
pour le développement.



Crédits photos :
Couverture : Ouagadougou–AIMF, Fotolia, iStockphoto
p. 3, 4, 7, 8 : Platforma
p. 11 : Bert Janssen–VVSG
p. 13 : Région Pays de la Loire



arbitram | arbitram.org | 01 53 17 30 40



PLATFORMA
la voix européenne des Autorités Locales
et Régionales pour le développement

www.platforma-dev.eu

Square de Meeûs, 1
B – 1000 Brussels
Tél.: + 32 2 265 09 30

Avec le soutien financier de la Commission européenne.
La Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être
fait des informations qui sont contenues dans cette publication.

